

# *Cristina Fernandez s'attaque aux lawfare*

---



La Havane, 18 nov. (RHC)- La vice-présidente de l'Argentine, Cristina Fernández de Kirchner, s'est attaquée ce jeudi aux lawfare ou manœuvres judiciaires contre des dirigeants progressistes, devant quelque 60 mille personnes au stade Maradona de Mar del Plata.

Dans son discours, à l'occasion de la journée de la militance péroniste, Cristina Fernández, a déclaré qu'après les gouvernements néolibéraux des années 1990, lorsqu'une "vague" de gouvernements populaires a émergé dans toute l'Amérique latine, avec "la meilleure redistribution des revenus de la région", un nouvel instrument de la droite est apparu: "Le parti judiciaire", a-t-elle dit. Elle a ainsi fait allusion aux différents cas de "lawfare" subis par des présidents tels que Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil ou Rafael Correa en Equateur.

En Bolivie, contre Evo Morales, il y a eu "un coup d'État traditionnel" qui a été un "scandale mondial", a-t-elle rappelé.

"Là où il n'y a pas de juges triés sur le volet, soumis à des pressions et éternisés à leur poste, le système fonctionne", a-t-elle ajouté avant de souligner que "ce n'est pas bon pour le peuple" que ce soient les magistrats qui "décident des politiques économiques du pays".

Cristina Fernandez a d'autre part dénoncé la rupture du Pacte démocratique le 1er septembre, jour de l'attentat manqué contre elle et rejeté le meurtre comme un instrument politique.

"Il est de l'obligation de toutes les forces de reconstruire ce pacte démocratique en séparant les violents, le langage de la haine et ceux qui veulent que d'autres meurent parce qu'ils pensent différemment", a-t-elle déclaré, prévenant qu'autrement ce serait "un retour en arrière".

"Le but est toujours de supprimer le péronisme. Mais le péronisme finit toujours par se réincarner, et ce qui semblait mort et enterré finit par revenir", a-t-elle ajouté.

Acclamée par la foule qui scandait «Cristina présidente», elle a évité de lancer sa candidature.

"Les élections peuvent être gagnées" mais il faudra que "les Argentins tirent dans la même direction", a déclaré le numéro deux de l'exécutif.

Le chef de l'État, Alfredo Fernandez, a reconnu qu'il briguerait un second mandat, même si la situation économique et politique actuelle du pays, après une longue crise sanitaire et une inflation galopante, lui laisse peu de chances d'être réélu.

Dans ce contexte, les secteurs les plus proches de Cristina Fernández la poussent à se battre pour un troisième mandat.

Source: Russia Today

---

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/305362-cristina-fernandez-sattaque-aux-lawfare>



# **Radio Habana Cuba**